

Conclusion et perspectives

Résumé du rapport et des principales recommandations

Ce rapport présente les principales conclusions des travaux du groupe d'experts sur la mesure des inégalités et la redistribution qui a travaillé entre avril 2019 et février 2020. Partant d'un constat de divergences dans les analyses des différentes études mais du caractère central des thèmes concernés, il s'est d'abord attaché à identifier ce qui relevait des différences de données ou des écarts de méthode. Conforté dans l'idée que seules des normes communes permettaient de fonder des comparaisons solides, il s'est ensuite appliqué à proposer des conventions afin de distribuer l'ensemble du revenu national, cadre d'analyse le plus large. Ces travaux ont mené à construire une comptabilité distributionnelle en visant à proposer une méthode précise, complète en vue de contribuer aux prochaines modifications des normes comptables internationales. En raison du fonctionnement au consensus au sein du groupe de travail, les conventions proposées dans ce rapport s'appuient sur un échange collégial entre experts du monde universitaire et de la statistique publique.

Le contenu des travaux a eu pour résultat de tirer deux enseignements principaux. D'une part, la mesure de la redistribution, qu'elle soit tournée spécifiquement vers certains transferts ou vers l'ensemble d'un système socio-fiscal, se doit d'adopter des « bonnes pratiques » que ce rapport a proposé de regrouper. D'autre part, aucune comparaison statistique, qu'elle concerne des études sur un même pays ou en comparaisons internationales, n'est possible sans un ensemble de règles précises et adoptées par la communauté internationale dans le cadre d'*UNStats*.

En ce qui concerne les usages recommandés pour les travaux sur les inégalités et la redistribution, le groupe d'experts a constaté l'importance de la méthode de classement des individus et d'agrégation des transferts. Le rapport met en avant des recommandations qui sont regroupées en annexe et notamment les trois points suivants :

- La comparaison de plusieurs indicateurs permet de démontrer la robustesse des résultats.
- Apprécier la redistribution d'un système de revenus et de transferts nécessite une vision globale. En outre, la mesure de l'impact redistributif d'opérations de transferts suppose de considérer l'équilibre entre les dépenses et les recettes dès lors que certains segments de la redistribution ne sont pas mesurés. Lorsque cela n'est pas praticable, la dépendance des résultats aux transferts non pris en

compte devrait être discutée autant que possible.

- Une attention particulière aux extrémités des distributions est source d'une meilleure compréhension des inégalités et de l'impact de la redistribution des richesses créées, par le marché ou par les transferts.

Ce rapport propose également un guide méthodologique précis permettant de construire une comptabilité distributionnelle sous la forme d'une grille de comptes nationaux distribués (CND). La méthode adoptée est aussi robuste que transparente, au sens où elle détaille finement les données utilisées, les hypothèses sous-jacentes et fournit les outils pour reproduire (ou adapter) la méthode dans le cas français.

Un exercice de comptabilité distributionnelle repose avant tout sur une source de données centrale dans laquelle un grand nombre de revenus et transferts sont observés ou simulés. À des fins de reproductibilité à d'autres pays, les conventions adoptées pour les comptes nationaux distribués sont détaillées en annexe, en espérant que, sans remplacer les riches travaux déjà existants sur les inégalités, elles nourriront des débats de nature à faire progresser les connaissances sur la redistribution et son impact sur les inégalités.

Poursuites des travaux et priorités d'études

Au-delà des recommandations de ce rapport à destination des praticiens et conformément à la lettre de mission, et sans empiéter sur les programmes de travail qu'il revient à chacune des institutions membre du groupe de travail de déterminer, celui-ci s'est attaché à s'accorder des développements d'études et de recherche de à nature améliorer la mesure de la redistribution et l'effet des transferts publics sur les inégalités. Les besoins d'approfondissement identifiés par le groupe de travail sont les suivants :

- Compléter le modèle *open source* Ines en mobilisant FIDELI ou FILOSOFI afin d'améliorer la connaissance aux extrémités de la distribution.
- Exploiter l'EDP-santé et réfléchir aux opportunités d'un appariement entre l'ERFS voire FIDELI avec le SNDS.
- Étendre les usages du *nowcasting* afin d'être en mesure d'établir des comptes distribués dans la même temporalité que les comptes nationaux
- Améliorer les informations disponibles sur l'éducation avec des données de dépenses localisées pour les enfants et les étudiants, associées au ménage des parents.
- Rapprocher les données ménages et les données entreprises afin de mieux mesurer l'incidence des taxes sur la production (IS notamment) et d'émettre moins d'hypothèses d'imputation sur la distribution des profits non distribués.
- Approfondir la connaissance des données hors-champ usuel de l'analyse des inégalités et intégrer des améliorations au prototype des comptes nationaux

distribués concernant les bas revenus et les ménages en collectivité.

- S'appuyer sur la DSN afin d'améliorer la distribution des dépenses publiques collectives locales.
- Construire un compte distributionnel de patrimoine des ménages en clarifiant la cohérence entre les concepts et données de la comptabilité nationale, les données fiscales et l'enquête Patrimoine. Ces travaux pourront utilement s'appuyer sur ceux réalisés dans le cadre d'une mission Insee-Banque de France actuellement en cours, qui abordent notamment la question des différences de concepts et de données entre comptabilité nationale, données fiscales et données de l'enquête Patrimoine (enquête européenne HFCS), ainsi que les questions relatives aux distributions des rendements individuels par type d'actifs.